

REPONSE DES ENSEIGNES MAISON DE LA PRESSE A CONSULTATION PUBLIQUE

du 9 octobre 2020

relative à la proposition de cahier des charges des sociétés agréées de distribution de la presse prévu à l'article 12 de la loi n° 47-585 modifiée(dite loi Bichet)

Question n°1 :

RAS

Question n°2 :

Il apparaît plus opportun qu'une obligation de prise en charge de toutes les publications hebdomadaires ou supérieures soit mise en place, dès lors qu'une de celles-ci sont distribuée par une SADP.

Cela renforcerait l'accès à la distribution pour toutes typologies de titres et augurerait d'un nombre de SADP plus restreint que dans l'autre hypothèse, facilitant ainsi le travail en magasin pour les diffuseurs. Cette position n'exacerberait pas la concurrence entre SADP au point de les déstabiliser, et permettrait un impact environnemental moindre grâce à la non-démultiplication des vecteurs de transport.

Question n°3 :

L'application par les SADP d'un surcoût lié à la distribution en outre-mer apparaît cohérente mais elle pourrait restreindre fortement l'accès à la presse pour les populations concernées, les éditeurs souhaitant rationaliser leurs coûts de distribution.

Question N°4 :

Il apparaît clairement que les dépositaires actuels ont toutes les capacités opérationnelles à devenir demain, une SADP infranationale et nous pensons que cela est souhaitable. Les zones denses ou à potentiel économique fort, ne seront pas omises par les SADP nationales, néanmoins certaines zones rurales, souvent peu denses et coûteuses à opérer, ne pourront être gérées de manière efficiente que si un acteur unique agrège les flux, et ce quelle que soit la périodicité des titres.

Groupe NAP

Immeuble Atria - 5 place des marseillais - 94220 Charenton-le-Pont
01 49 28 68 68

maisondelapresse.com

La seule limite opérationnelle que nous voyons est l'impossibilité réelle que doit avoir une entreprise de presse de confier son titre ou ses extensions à plusieurs acteurs nationaux ou infranationaux.

De notre point de vue le cahier des charges doit permettre l'agrément de SADP infranationales sans contraintes particulières autres que celles posées aux SADP nationales.

Question n°5 :

Le plan de continuité doit nécessairement détailler un certain nombre d'engagements relatifs à son éventuelle mise en œuvre et à la mesure de son efficacité. L'épisode de la défaillance des SAD de Presstalis, a clairement démontré les carences organisationnelles, matérielles ou encore informatiques. Dans une telle situation, les conséquences économiques pour le réseau de points de vente sont très lourdes, il est donc nécessaire que la régulation puisse mesurer la performance quotidienne de tels plans : contrôle des horaires de livraison, contrôle de la gestion des flux financiers, contrôle du respect des règles d'assortiment, etc...

Question n°6

Nous préconisons de préciser le flux financier associé aux retours des excédents de livraison et ce quelle que soit la catégorie du titre. Il conviendrait de faire état de cette notion, tant pour les titres relevant du 5.2 que du 5.3 de la loi, de la manière suivante : « - il récupère, dès que possible, à la demande du diffuseur et avec crédit immédiat d'inventus de ce dernier, »

De plus nous préconisons de rajouter mention des « erreurs de livraison ». Un diffuseur doit pouvoir retourner sans délai tout titre ou quantité d'un titre en totalité, et non seulement les éventuels excédents, si celui-ci lui est livré par erreur.

Question n°7

Le traitement des excédents livrés à la SADP par l'entreprise de presse doit être considéré comme une anomalie de livraison. A ce titre, la SADP ne doit pas mettre en vente ces quantités excédentaires et facturer leurs traitements aux Editeurs. Ces « pénalités de livraison » peuvent varier selon si l'éditeur récupère ses excédents, en demande la destruction ou leur intégration dans le système de réassort.

La SADP doit être garante du respect des règles applicables. Si elle n'est pas en mesure d'avoir une position de fermeté sur ce sujet vis-à-vis des entreprises de presse, cette problématique impacterait en cascade le réseau et conduirait à des dérives répétées.. Il est donc nécessaire d'inscrire dès le cahier des charges la capacité des SADP à appliquer des mesures coercitives.

Question n°8 :

De notre compréhension des débats parlementaires la première présentation peut être physique avec un droit de retour et un crédit immédiat d'inventures si d'aventure le titre ne satisfaisait pas aux critères du diffuseur ou de son représentant désigné. Dès lors, les éditeurs ont tout intérêt à optimiser les quantités de nouveautés mises en place afin de réduire le risque de retours prématurés, c'est pourquoi il n'est pas nécessaire selon nous de réguler ces quantités outre mesure pour ce qui est des premières présentations.

Il nous paraît par ailleurs important qu'il puisse exister, dans les portails des SADP ou dans les systèmes d'encaissements des diffuseurs, un outil de dialogue du type boutique en ligne avec une rubrique « Première présentation » qui permette aux diffuseurs de se positionner et de déterminer ses quantités.

Cette rubrique devrait permettre de visualiser une fiche titre détaillée le plus en amont possible de la parution du titre, charge au diffuseur d'activer ou non le titre, et de préciser la quantité souhaitée.

Nous pouvons considérer que passée la date de première parution, les titres non activés par le diffuseur basculent dans une rubrique « Autres Nouveautés », et ce pour une durée de 12 mois, donnant ainsi la possibilité de réintégrer le titre en l'activant sur ce laps de temps.

Question n°9 :

La mécanique envisagée correspond assez bien au besoin du diffuseur. Il faut bien sûr envisager que le diffuseur, ou son représentant désigné, puisse être proactif et effectuer une demande de son propre chef. La problématique actuellement rencontrée, est que le diffuseur ne sait pas si le titre est disponible en réassort ou non.

La tendance à la réduction des tirages fait que de moins en moins d'éditeurs rendent des stocks disponibles à cette fin.

Le préalable à toute mécanique ou demande de réassort, est donc de rendre identifiables par le diffuseur les titres disponibles en réassort de ceux qui ne le sont pas, mais aussi de pouvoir suivre l'évolution de traitement des demandes effectuées, et ce afin de pouvoir renseigner correctement les clients.

Question n°10 :

RAS

Question n°11 :

Ces indicateurs doivent être mesurés tous les [trimestres, ~~semestres, ans~~], publiés en accès libre sur son site internet, au plus tard [un, ~~trois~~] mois après la fin de la période considérée, en conservant un historique sur [2 ~~3~~ 5] années.

Question n°12 :

Du point de vue du diffuseur, il existe de trop nombreux outils de discussion avec l'amont de la filière, le système de caisse, les portails messageries, les portails des sociétés de services des entreprises de presse, les entreprises de presse elles-mêmes, sans oublier les dépositaires. C'est pour cette raison essentielle qu'il est impossible pour un diffuseur aujourd'hui de gérer correctement son offre de presse. Nous pensons que la consolidation pour un diffuseur de presse de l'ensemble de ces systèmes serait de nature à créer de la valeur et à redonner de la capacité commerciale au réseau. Un diffuseur doit pouvoir directement dans son système de caisse accéder à toutes les données de son magasin, notamment celles relatives à son assortiment, à la gestion des quantités, des nouveautés, des services et des réassorts.

Question n°13 :

Informations à rajouter dans le référentiel des points de vente :

- Type de magasin : rayon intégré en GSA, rayon intégré en GSS, commerce spécialiste indépendant, commerce spécialiste sous enseigne, commerce en concession, commerce saisonnier, PVC, PVQ, etc...
- Assortiment : point de vente assorti ou non assorti, date de mise à jour du dernier assortiment, identification du représentant désigné par le diffuseur pour les titres non assortis

Question n°14 :

Les obligations énoncées sont globalement adaptées, il nous paraît néanmoins important que le diffuseur puisse visualiser toute l'offre presse nationale et non uniquement les titres qu'il reçoit. A notre sens, les outils ou interfaces doivent également permettre de connaître les informations liées aux futures règles d'assortiment (palmarès, catégories du titre IPG, CPPAP, HCPPAP, première présentation, etc...). Dans notre cas d'enseigne, mais cela sera valable pour d'autres réseaux (Relay, Grande distribution...), les SADP doivent permettre une lecture agréée pour le représentant de tous les diffuseurs de son périmètre. Au-delà de la gestion de l'offre presse, il apparaît nécessaire d'inclure un état complet, y compris des historiques, de tous les flux financiers, de la commission presse générée et du calcul de la sur-rémunération.

Question n°15 :

RAS

Question n°16 :

Il est essentiel de permettre à un consommateur de trouver un titre et de connaître les points de vente servis.

Cette notion d' « open data » doit selon nous également concerner le sujet de l'assortiment. Il sera impossible d'appliquer les règles d'assortiment sans ré-agréger l'intégralité de l'offre du diffuseur et le chiffre d'affaires réalisé tous titres et toutes messageries confondus. Il faut encadrer ces échanges de données entre SADP qui seront essentielles au bon fonctionnement des règles d'assortiment.

Question n°17 :

Nous pensons raisonnable de pouvoir proposer aux diffuseurs une facturation des ventes d'ici au 01/01/2021.

Ce système permettrait une simplification majeure des états de facturations du diffuseur qui sont purement illisibles actuellement. Entre les fournis, les invendus, le comptant et le différé, sans oublier la facturation de la consigne presse en démarrage d'activité, il est très compliqué de s'y retrouver pour un non initié.

La mise en place de la facturation des seules ventes devra avoir un effet neutre sur la trésorerie des diffuseurs, il serait utile selon nous de le préciser dès le présent cahier des charges.

Question n°18 :

RAS

Question n°19 :

RAS

Question n°20 :

Relative au Paragraphe 10.2 :

Les conditions tarifaires des SADP en bout de chaîne, tiennent compte des différentes rémunérations octroyées aux diffuseurs de presse selon leurs natures et leurs spécificités. Nous constatons d'importantes anomalies dans le calcul ou le versement de ces rémunérations aux diffuseurs.

En premier lieu, nombreux sont les confrères qui nous remontent des erreurs dans les calculs effectués par les SADP. Le mètre linéaire pris en considération, le « taux de scan », les surfaces, sont autant de critères sources d'erreurs et contestables car souvent non contradictoires.

En second lieu, il nous apparaît important que soient rendues publiques les conditions de règlement de ces rémunérations par les SADP. En effet jadis certains diffuseurs comme les kiosques disposaient de leurs rémunérations semestrielles de façon anticipée via un jeu de compensation entre les dépôts et la SADP. Plus récemment ces dernières années MLP à mensualisé le règlement d'une partie des diffuseurs, mais pas pour tous.

Nous pensons donc que la mission du commissaire aux comptes telle que proposée doit également certifier les calculs, le versement et/ou le bon provisionnement en comptabilité des rémunérations différées des diffuseurs.